

de ministre de l'Industrie. Bon nombre d'entre nous espèrent qu'un de ces jours, il pourra abandonner ces deux domaines de responsabilités et consacrer toute son énergie au ministère de l'Industrie. Je ne m'adresse pas uniquement au titulaire actuel du poste; j'envisage plutôt une organisation future des services de l'État, comme je la souhaiterais. Néanmoins, les observations du député de Springfield et du député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles ont montré pertinemment que les doubles fonctions du ministre sont interdépendantes et qu'on ne pourrait pas vraiment les séparer. Même si l'on espère qu'un de ces domaines de responsabilité aille décroissant et l'autre croissant, néanmoins pour le moment, nous examinons les crédits de l'année financière en cours et nous devons donc nous préoccuper avant tout de la situation actuelle.

Le souci que j'ai exprimé au sujet de la situation où se trouvent mes commettants, n'est pas uniquement le mien; bon nombre de personnes qui résident dans la région l'éprouvent. J'aimerais dire un mot d'un mémoire que les membres de la Chambre de commerce de Courtenay-Comox ont fait circuler vers la fin de l'année dernière et dans lequel ils observaient avec une certaine attention la situation où se trouvent les citoyens, les hommes d'affaires et les membres de professions libérales dans cette région.

● (4.40 p.m.)

Le mémoire signale ceci:

Depuis dix ans, dans la vallée de Comox, le nombre des travailleurs de la forêt et de l'industrie du bois a diminué graduellement. Il en reste moins de 500.

Je signale en passant qu'autrefois l'industrie de base de cette région était l'extraction de la houille, mais il semble que la même chose s'y soit produite alors qu'au Cap-Breton actuellement. L'une des bases de l'économie de cette collectivité n'y existe donc plus depuis nombre d'années. L'exploitation des bois et forêts ainsi que les industries connexes existant sur place ont peut-être plus atténué le coup porté à l'industrie du charbon qu'au Cap-Breton. Je pourrais signaler au ministre que cette diminution du nombre de salariés résulte en partie des changements technologiques dans cette industrie particulière. Désormais il faut moins d'hommes pour débiter plus de billes. Les auteurs du mémoire poursuivent ensuite en ces termes:

Dans le secteur agricole, les occasions d'emploi diminuent constamment et nombre de petits cultivateurs doivent arrondir leur revenu par une autre occupation.

Je ne vois pas le ministre de l'Agriculture ici. Il ne me reste donc qu'à demander au ministre de la Production de défense d'en prendre note pour son collègue. Je poursuis:

Par contre, le nombre des salariés dont le revenu dépend directement de la base des Forces canadiennes établie à Comox augmente sans cesse.

Une grande partie de l'argent dont dispose le ministre a été dépensée dans cette région en particulier, et je suis certain que le ministre l'admet. Un peu plus loin, le mémoire signale:

En résumé, la situation en est au point où environ 60 à 70 p. 100 du total des salaires payés dans la région dépendent directement de la base du ministère de la Défense nationale établie à Comox. Notre économie serait de ce fait très vulnérable si le ministère modifiait sa politique et décidait de comprimer ou de réduire les dépenses de la défense. A l'heure actuelle, il n'y a pas d'autre source de salaire en vue dans cette région et on considère que des mesures s'imposent d'urgence pour corriger cette lacune et pour attirer d'autres employeurs dans la vallée de Comox.

Le mémoire donne ensuite des détails sur les efforts de l'organisme local, ces quelque 15 dernières années, pour promouvoir l'établissement d'autres industries dans la région. Je n'entrerai pas dans le détail, mais voici ce que j'ai dit en réponse au mémoire, dans la lettre que j'ai adressée aux membres de la Chambre de commerce de Comox-Courtenay:

J'ignore si le gouvernement a des projets de défense qui puissent modifier l'importance de la base des forces armées de Comox, mais depuis longtemps déjà, je m'inquiète de ce que l'économie de votre région dépend de plus en plus des changements qui pourraient supprimer ou réduire l'effectif actuel; sans compter que nous souhaitons tous, j'en suis sûr, que la situation mondiale rende un jour inutile ce genre d'établissement.

J'ajouterais, pour la gouverne du ministre et du comité, que l'idée exprimée dans la dernière phrase est vraiment de trop vu ce que pense le gouvernement du Canada.

Le député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles a fort bien exposé qu'au fond cette opération est à présent superflue, point de vue que j'ai fait valoir souvent dans la région. Autrement dit, il ne fait pas de doute que la dépense de millions de dollars que le ministre de la Production de défense dirige est un gaspillage de l'argent du contribuable canadien, sans compter combien cela pourrait influencer sur l'avenir du monde. Quoi qu'il en soit, je ne crois pas que ce soit là l'avis du ministre de la Défense nationale, ni du ministre de la Production de